

152 pays membres de l'ONU reconnaissent l'Etat de Palestine.
(dont hier l'Australie, la Grande Bretagne, le Canada et le Portugal)

En 1988: Yasser Arafat proclame unilatéralement l'indépendance de la Palestine à Alger.
Le premier pays à reconnaître l'État de Palestine est l'Algérie.

Entre 1988 et 2000 ce sont essentiellement les pays du bloc de l'est (URSS en tête), l'Asie et l'Afrique qui reconnaissent l'État palestinien.

Dès 1995 l'Afrique du sud libérée de l'apartheid reconnaît la Palestine.

2000 2010 c'est l'Amérique du sud. Le Vatican en 2015

Plus récemment depuis 2023, c'est le Mexique, l'Espagne, l'Irlande, la Norvège et la Slovaquie

Ils doivent être rejoints aujourd'hui par d'autres pays, dont la France.

(la Belgique, Malte, le Luxembourg et Saint-Marin)

Le 29 novembre 1947, l'ONU a voté pour le partage de la Palestine historique en deux États, un Etat juif pour 56% du territoire et 42% pour un Etat arabe avec un statut international pour Jérusalem (2%)

Israël proclame son indépendance en 1948. Avec pour conséquences les déportations de populations, les destructions de plus de 500 villages palestiniens, c'est la Nakba et près de 700 000 réfugiés. C'est un premier épisode d'épuration ethnique mené par Israël.

Des 1949 Israël est reconnu par 116 des 119 pays qui composent l'ONU (dont la France) et en devient membre à part entière dès ce jour.

Mais toujours rien pour l'État de Palestine

Sur demande de l'Algérie, la Palestine devient membre de l'UNESCO en 2011, ce qui entraîne la suspension des paiements des États-Unis à cette organisation. qu'ils quittent en 2017. (Sous Biden, en 2023, les États Unis reviendront puis quitteront à nouveau sous Trump)

L'État de Palestine a été admis le **29 novembre 2012 comme État observateur de l'ONU** à la suite d'un vote ayant recolté 138 voix pour, 9 contre et 41 abstentions.

Il devient en 2015 État partie au Statut de Rome de la **Cour pénale internationale**.

Il est aussi membre observateur de l'**Organisation mondiale de la Santé (OMS)**, membre associé à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et membre depuis 2018 de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC).

Mais la Palestine est toujours sous le joug Israélien pour le contrôle de son territoire (ou ce qu'il en reste) ou pour la circulation des personnes...

La Palestine est aujourd'hui un pays défiguré, meurtri par 78 ans de colonisation d'apartheid et maintenant de génocide.

Sans des sanctions contre Israël, cette reconnaissance par la France ne changera pas le quotidien des palestiniens.

Alors merci aux maires qui ont osé défier Retraillat, ministre démissionnaire qui se préoccupe plus de mener la répression contre les soutiens de la Palestine que de condamner les assassins.

Merci à Rennes, à Nantes, à Malakoff, à Gennevilliers, à Bagneux, à Saint-Denis, à Stains, à Nanterre, à Ivry, à Corbeil et à toutes celles qui hisseront le drapeau d'une Palestine libre.